

Pièce n°2

Rapport de présentation du projet de SAGE Camargue gardoise



Table des matières

1. Le SAGE, un contrat durable pour l'eau	1
1.1 Qu'est ce qu'un SAGE ?	1
1.2 Le cadre réglementaire	1
1.3 Les documents du SAGE.....	2
1.4 La portée juridique du PAGD et du règlement	2
1.5 Synthèse de la portée juridique du SAGE.....	4
2. Le projet de SAGE Camargue gardoise	5
2.1 Son périmètre	5
2.1 Les acteurs du SAGE Camargue gardoise.....	7
2.1.1 La CLE Camargue gardoise	7
2.1.2 La structure porteuse du SAGE Camargue gardoise	7
2.2 Les enjeux du territoire	8
2.3 Les documents du SAGE Camargue gardoise	9
2.3.1 Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD)	9
2.3.2 Le règlement	15
2.3.1 L'atlas cartographique	15
2.3.2 Le rapport environnemental.....	16

TABLEAUX

Tableau 1 : Les dispositions du PAGD associées aux objectifs généraux et sous objectifs déclinés par grand enjeu.....	10
Tableau 2 : Les règles du règlement du SAGE associées aux enjeux, objectifs généraux et aux dispositions du PAGD	15

1. Le SAGE, un contrat durable pour l'eau

1.1 Qu'est ce qu'un SAGE ?

Le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)** est un **document de planification** qui vise à :

- **Améliorer la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques** sur une unité hydrographique cohérente,
- **Concilier la préservation de l'eau et des milieux aquatiques et la satisfaction de l'ensemble des usages** qui lui sont liés.

Le SAGE est élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'État) réunis au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE). Ces partenaires locaux établissent un projet pour une gestion concertée et collective de l'eau.

1.2 Le cadre réglementaire



La Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

Les principes de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ont été renforcés par les dispositions de la DCE du 23 octobre 2000. Transposée en droit française la DCE conforte les outils que sont les SDAGE et les SAGE et fixe des objectifs ambitieux de résultats : toutes les masses d'eau superficielles et souterraines sur le territoire européen doivent atteindre le bon état à horizon 2015 sauf dérogation.

Les principales lois de la gestion de l'eau

La loi du 16 décembre 1964, première grande loi française sur l'eau, confie la gestion de l'eau à des comités de bassin (qui élaborent la politique de gestion) et à des Agences de l'eau (qui mettent en œuvre cette politique de gestion) sur les 6 grands bassins hydrographiques du territoire français.

La loi du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau » prolonge et complète cette première loi en modifiant les principes fondamentaux de la gestion de l'eau en France. Elle a notamment institué 2 outils de planification visant une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau : les SDAGE et les SAGE.

Suite à la DCE, la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 vient préciser le contenu des SAGE et leur procédure d'élaboration. Elle renforce la portée juridique des SAGE.

Le Schéma Directeur de l'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée est le document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques du bassin Rhône Méditerranée. Le SDAGE 2016-2021 traite les grands enjeux de gestion de l'eau au travers des 9 orientations fondamentales qui concernent le territoire de la Camargue gardoise. Le SAGE permet donc de décliner localement les orientations du SDAGE en tenant compte des spécificités du territoire. Le SAGE est compatible avec le SDAGE.

1.3 Les documents du SAGE

Selon l'article L 212-5-1 du code de l'environnement (CE), modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 148, le SAGE est constitué :

- d'un Plan d'Aménagement de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD),
- d'un règlement,
- d'un atlas cartographique,
- d'un rapport environnemental issu de l'évaluation environnementale.

1.4 La portée juridique du PAGD et du règlement

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 a renforcé **la portée juridique des SAGE**.

Le **PAGD** relève du **principe de compatibilité**. Celui-ci suppose que les décisions administratives prises dans le domaine de l'eau (cf annexe III de la circulaire du 21 avril 2008), les documents d'urbanisme (SCOT, et en l'absence de SCOT, PLU(i) ou Carte Communale), et le schéma départemental des carrières (SDC) ne présentent pas de contradiction avec les objectifs généraux et les dispositions du PAGD.

Les dispositions de gestion et d'action (travaux, communication, acquisition de connaissances, etc.) n'ont pas de force obligatoire. En revanche, les dispositions du PAGD dites « de mise en compatibilité » ont une force obligatoire.

En cas de non-respect du principe de compatibilité, les sanctions encourues sont les suivantes :

- Refus d'autorisation ou opposition à une déclaration, Imposition de prescriptions ou d'études,
- Annulation contentieuse d'un acte ou d'un document administratif.

Notion de compatibilité

Un document est compatible avec le SAGE lorsqu'il n'est pas contraire aux enjeux et objectifs fondamentaux de ce dernier, et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

Le **règlement** possède une portée juridique plus forte que le PAGD. il relève du principe de conformité, ce qui implique d'une décision administrative ou un acte individuel doit strictement respecter la règle. Le règlement est également opposable aux tiers.

Le règlement est opposable après sa publication :

- à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute Installation, Ouvrage, Travaux ou Activité autorisée ou déclarée au titre de la loi sur l'eau (IOTA) (articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement) ;
- à toute personne publique ou privée envisageant la réalisation d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à autorisation, déclaration ou enregistrement (articles L. 511-1 et suivants du Code de l'Environnement).

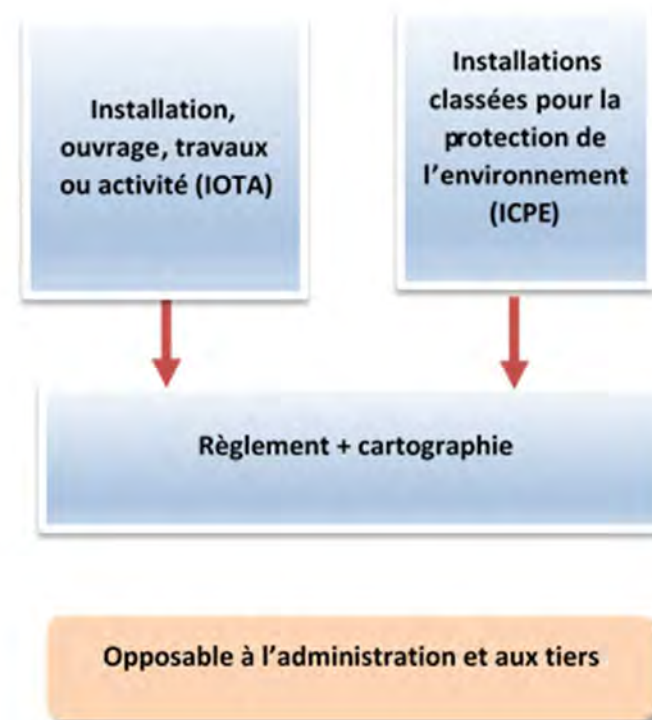
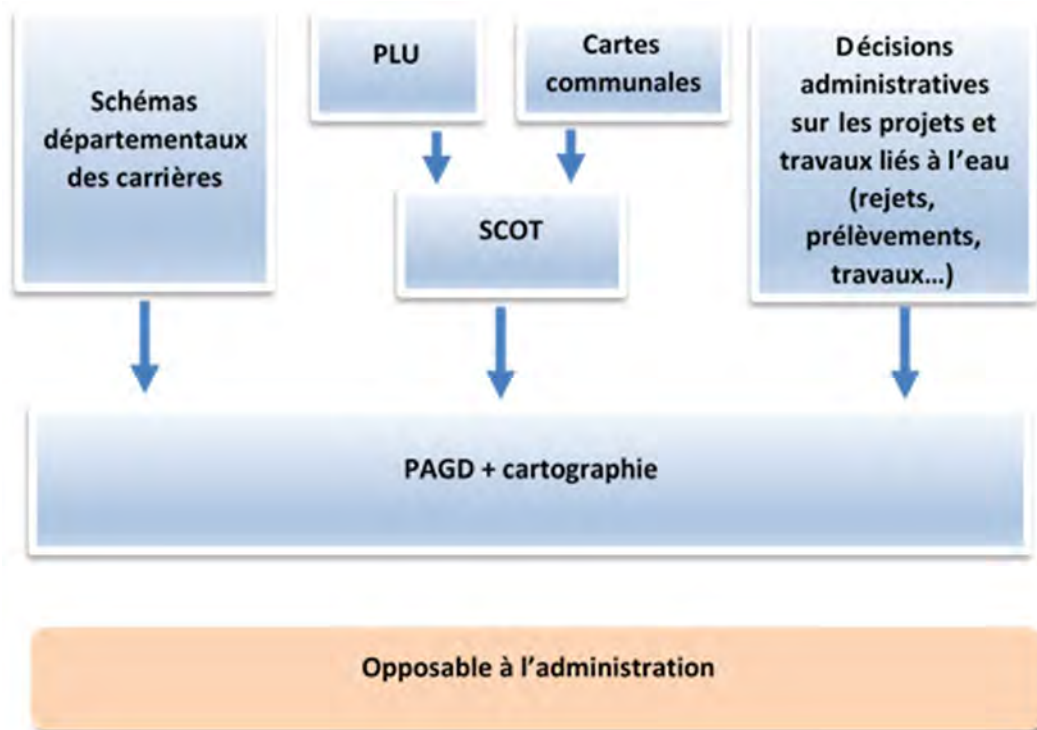
En cas de non-respect du Règlement, les sanctions encourues sont les suivantes :

- Refus d'autorisation ou opposition à une déclaration
- Annulation contentieuse d'un acte ou document administratif
- Sanctions administratives
- Sanctions pénales (contraventions)

Notion de conformité

La conformité exige le strict respect d'une décision par rapport aux règles, mesures et zones du règlement

1.5 Synthèse de la portée juridique du SAGE

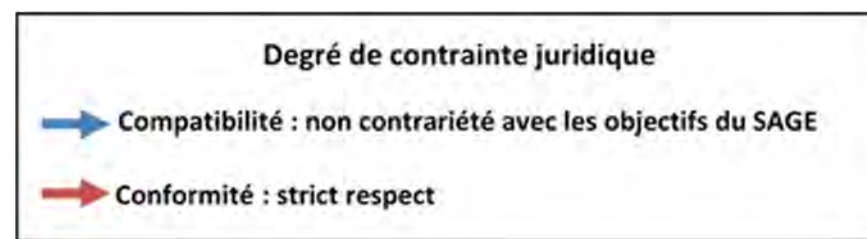


Légende

PAGD : Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques

PLU : Plan Local d'Urbanisme

SCOT : Schéma de Cohérence Territorial



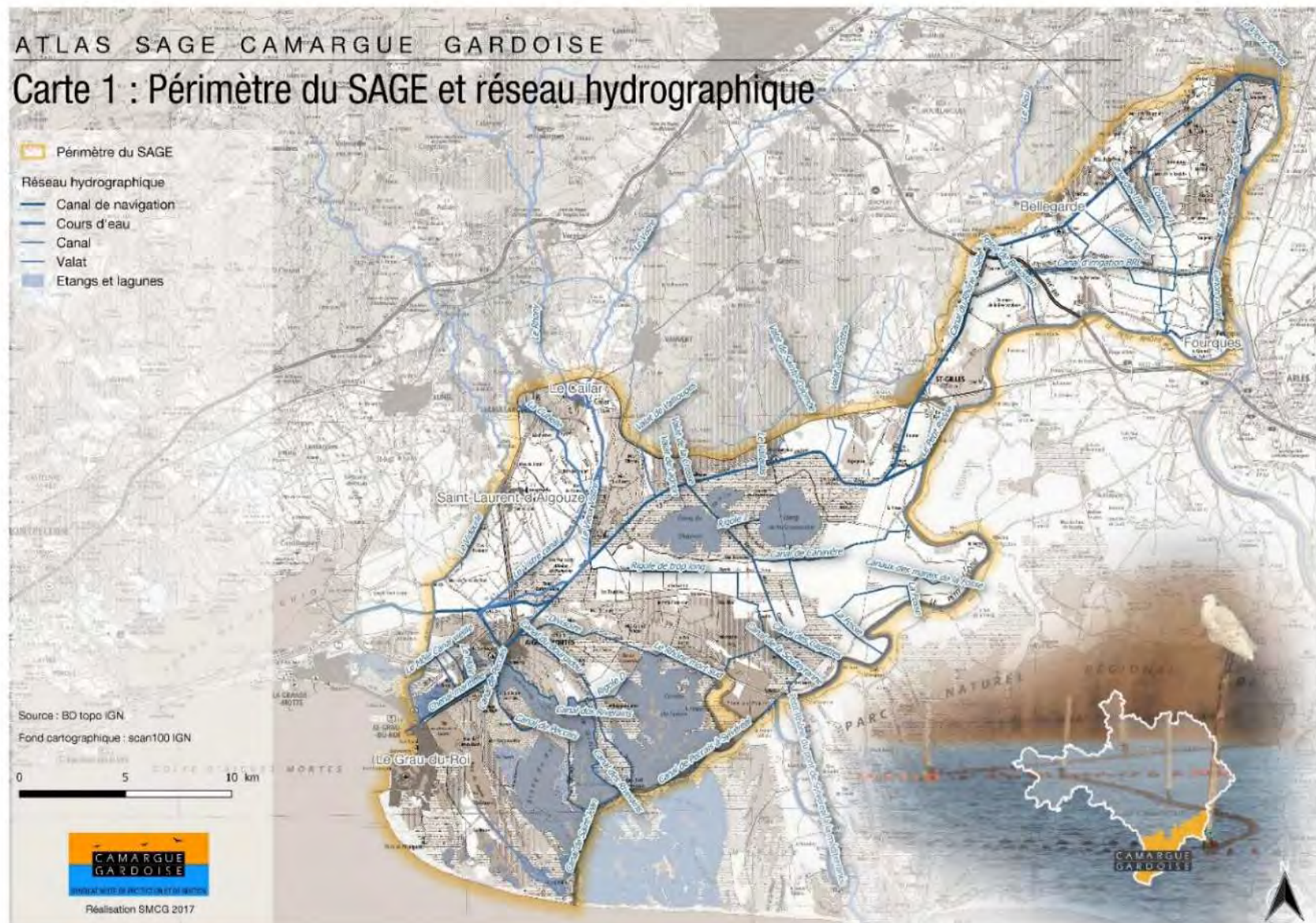
2. Le projet de SAGE Camargue gardoise

2.1 Son périmètre

Le périmètre du SAGE couvre une superficie totale de 505 km². Il concerne 11 communes du département du sud Gard suivantes : Aimargues, Aigues Mortes, Beaucaire, Beauvoisin, Bellegarde, Fourques, le Cailar, le Grau du Roi, Saint Gilles, Saint Laurent d'Aigouze et Vauvert.

Le périmètre du SAGE Camargue gardoise (confère carte n°1 de l'atlas cartographique, présentée ci-après) est une unité hydrographique qui correspond à l'ancienne formation deltaïque du Rhône, sur sa partie gardoise. Il se délimite ainsi :

- Au nord-est, le Rhône entre Beaucaire et Fourques, puis le Petit-Rhône de Fourques au pont de Sylvéréal forment une barrière naturelle ;
- Au sud-est, le périmètre du SAGE s'appuie sur la limite départementale, du pont de Sylvéréal à la mer ;
- Le trait de côte forme la limite sud jusqu'au Grau du Roi ;
- La limite ouest est constituée par le Vidourle de Saint-Laurent d'Aigouze jusqu'à sa jonction avec le chenal maritime ;
- Au nord, le périmètre du SAGE s'appuie sur la ligne de chemin de fer (de Saint-Laurent d'Aigouze à Saint-Gilles), puis longe le tracé du Canal du Rhône à Sète (de Saint-Gilles à Beaucaire). Ceci respecte globalement la barrière naturelle que forment les Costières.



2.1 Les acteurs du SAGE Camargue gardoise

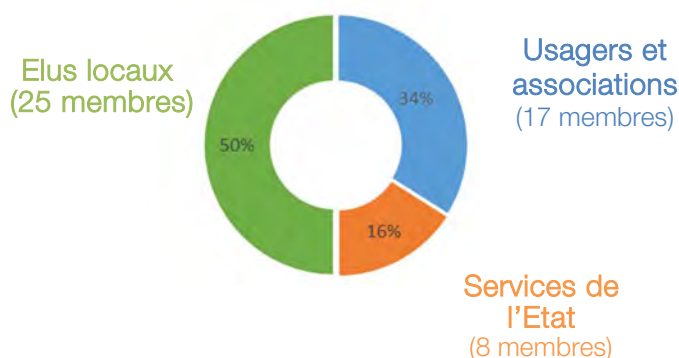
2.1.1 La CLE Camargue gardoise

Véritable parlement de l'eau, la CLE est l'instance de concertation et de décision du SAGE. Sa composition est fixée par arrêté préfectoral de manière à associer le plus étroitement possible les acteurs locaux autour de la gestion de l'eau.

Une CLE est répartie en 3 collèges :

- Elus : $\geq 50\%$,
- Usagers et associations : $\geq 25\%$
- Représentants des services de l'Etat : $\leq 25\%$.

Composition actuelle de la CLE Camargue gardoise
50 membres
(Arrêté préfectoral du 17 novembre 2017)



Le Président de la CLE est responsable, sous l'égide de la CLE, de la procédure d'élaboration et de consultation du SAGE puis de sa mise en œuvre une fois le SAGE approuvé par le préfet.

Une fois le SAGE approuvé, la CLE veille à la bonne application des préconisations du SAGE, ainsi qu'à la mise en place des actions.

2.1.2 La structure porteuse du SAGE Camargue gardoise

Le SAGE en Camargue gardoise est porté par le Syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue Gardoise (SMCG) qui dispose des moyens humains et financiers pour la mettre en œuvre. Il assure le secrétariat administratif, l'animation, la maîtrise d'ouvrage des études et des travaux nécessaires à l'élaboration du SAGE.

Ce syndicat associe les huit communes du sud gardois (Aigues-Mortes, Aimargues, Beauvoisin, Le Cailar, Le Grau-du-Roi, Saint-Laurent-d'Aigouze, Saint-Gilles, et Vauvert) et le département du Gard. Il est animateur de différents programmes concourant à la gestion durable du territoire :

- la gestion des espaces naturels (Réserves Naturelles Régionales, Espaces Naturels Sensibles, sites du Conservatoire du Littoral, etc.) ;
- l'éducation à l'environnement (espaces d'accueil, animations scolaires, visites guidées, etc.) ;
- la préservation du patrimoine et de la biodiversité (animation Natura 2000, entretien des sentiers de randonnée, développement de l'éco-mobilité, etc.);
- l'amélioration de la gestion de l'eau (schéma d'évacuation des crues, etc.).

2.2 Les enjeux du territoire

Le SAGE Camargue gardoise est l'outil pour répondre aux enjeux locaux suivants :

- Enjeu A : Préserver, restaurer et développer durablement les zones humides du territoire et les activités qui leur sont liées
- Enjeu B : Suivre et reconquérir la qualité des eaux et des milieux aquatiques : une démarche à initier en partenariat avec les acteurs économiques du territoire, et en lien avec la préservation des ressources en eau potable
- Enjeu C : Gérer le risque sur un territoire inondable en continuité hydraulique avec d'autres territoires
- Enjeu D : Assurer une gouvernance locale de l'eau en tenant compte des interactions hydrauliques avec les territoires voisins

2.3 Les documents du SAGE Camargue gardoise

Le SAGE Camargue gardoise se décline en 4 enjeux, 12 objectifs généraux et 58 dispositions.

2.3.1 Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD)

Il est composé de 5 parties :

Chapitre 1 : Le contexte d'élaboration du SAGE

Il présente l'historique de la démarche SAGE, son périmètre et ses acteurs. Il explique également les étapes de la révision du SAGE et présente les documents constitutifs du SAGE et leur portée juridique.

Chapitre 2 : La synthèse de l'Etat des lieux.

Il reprend les éléments, notamment du diagnostic, pour étayer les enjeux identifiés par le SAGE et traités au sein des dispositions du PAGD.

Chapitre 3 : Des enjeux de la gestion de l'eau sur le territoire du SAGE Camargue gardoise à la définition d'objectifs généraux.

Il décrit les enjeux du SAGE et leur déclinaison en objectifs généraux et sous-objectifs.

Chapitre 4 : Les dispositions du SAGE : moyens prioritaires d'atteinte des objectifs généraux

Ce chapitre comprend la description des dispositions du SAGE, rattachés aux enjeux, objectifs généraux et sous objectifs. Chaque disposition précise l'objectif visé, le périmètre concerné par la disposition, mais aussi les éléments de faisabilité, les moyens humains et financiers à mettre en œuvre, le calendrier prévisionnel.... Tous ces éléments ont pour objet de faciliter la mise en œuvre du SAGE et concourir à son efficacité.

Les 58 dispositions du PAGD sont réparties en 3 types :

- **Action : A**

Disposition recommandant la **mise en œuvre d'action** sur le territoire du SAGE. Il peut s'agir de travaux, d'études (amélioration de la connaissance), d'actions de sensibilisation, ou de communication

- **Orientation de Gestion : OG**

Disposition établissant des **principes et des recommandations de gestion durable** pour concourir à la réalisation des objectifs du SAGE

- **Mise en compatibilité : MC**

Disposition dont les mesures s'imposent à l'administration et qui peuvent viser les documents d'urbanisme, les décisions administratives prises dans le domaine de l'eau ou les schémas départementaux des carrières. Ces documents ne doivent alors pas faire obstacle à la disposition du SAGE



Chapitre 5 : Modalités de mise en œuvre et de suivi du SAGE

Il évalue les moyens humains et financiers nécessaires à la mise en œuvre et au suivi du SAGE. Il définit le calendrier de mise en œuvre du SAGE et détermine le tableau de bord et les indicateurs de suivi du SAGE.

Tableau 1 : Les dispositions du PAGD associées aux objectifs généraux et sous objectifs déclinés par grand enjeu

Enjeu A : Préserver, restaurer et gérer durablement les zones humides du territoire et les activités socio-économiques qui leur sont liées			
OG A1 : Préserver et restaurer les zones humides			
Sous-objectifs	Dispositions		
Préserver les zones humides et leurs fonctions, notamment vis-à-vis de la qualité de l'eau, de la régulation des crues et de la biodiversité	A1-1	Connaître et faire connaître les zones humides du territoire au travers d'un inventaire et d'une cartographie	A
	A1-3	Préserver et prendre en considération les zones humides dans la conception et la réalisation des projets et aménagements	OG
	A1-4	Veiller à la protection des zones humides dans les documents d'urbanisme	MC
Elaborer une stratégie de préservation et de gestion des zones humides appropriée aux usages et activités qui y sont pratiqués	A1-2	Etablir une stratégie de gestion et de préservation des zones humides	A OG
Lutter contre les espèces exotiques envahissantes	A1-5	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de lutte contre les espèces envahissantes	OG A
OG A2 : Concilier usages et milieux			
Sous objectifs	Dispositions		
Elaborer et mettre en œuvre des plans de gestion des zones humides	A2-1	Mettre en place, actualiser et poursuivre la mise en œuvre de plans de gestion des zones humides	OG A
Gérer durablement et mettre en valeur les usages et les activités socio-économiques des zones humides	A2-2	Préserver et valoriser durablement l'espace salin	OG
	A2-3	Préserver les grands équilibres entre milieux doux, saumâtres et salés	OG A
	A2-4	Mettre en valeur le rôle environnemental joué par les canaux d'hydraulique agricole gérés par les ASA	A
	A2-5	Promouvoir et pérenniser les pratiques agricoles adaptées en zone humide	OG
Concilier fréquentation touristique, usages traditionnels et préservation des milieux	A2-6	Articuler la mise en œuvre du SAGE Camargue gardoise avec la gestion du Grand Site de France et l'animation des sites Natura 2000	OG
OG A3 : Poursuivre et approfondir la connaissance des zones humides			
Sous objectifs	Disposition		
Poursuivre l'amélioration de la connaissance de la ressource piscicole et des contraintes de migration pour mieux garantir la continuité piscicole et la pérennité des activités de pêche professionnelle et amateur	A3-1	Réaliser un bilan des ressources piscicoles et évaluer l'impact des ouvrages mobiles sur la circulation piscicole	A

Enjeu B : Suivre et reconquérir la qualité des eaux et des milieux aquatiques			
OG B1 : Consolider et améliorer les connaissances			
Sous objectifs	Dispositions		
Conforter le suivi de la qualité des eaux superficielles et souterraines	B1-1	Poursuivre et valoriser les suivis de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques	A
Améliorer l'appréhension des phénomènes d'eutrophisation sur les étangs	B1-2	Réaliser un bilan des flux d'azote et de phosphore sur le Canal du Rhône à Sète et une identification des principales sources d'émissions à l'échelle du territoire	A
	B1-3	Déterminer les flux maximum admissibles en nutriments par les étangs et établir un plan de réduction des apports	A
Mieux connaître les pollutions par les toxiques, leurs origines et leurs localisations	B1-4	Réaliser un bilan de l'utilisation des produits phytosanitaires et des mécanismes de transfert vers les milieux aquatiques	A
OG B2 : Sensibiliser, accompagner et promouvoir de bonnes pratiques			
Sous objectifs	Dispositions		
Encourager les pratiques favorables à la non-dégradation et à la restauration de la qualité des eaux auprès des personnes publiques et des propriétaires privés	B2-1	Engager et encourager les démarches de réduction voire de suppression de l'utilisation non agricole de produits phytosanitaires	OG A
	B2-2	Sensibiliser le grand public et les gestionnaires de marais aux impacts des produits phytosanitaires et des substances médicamenteuses sur les milieux aquatiques	A
	B2-6	Accompagner et sensibiliser à l'importance sanitaire et environnementale de la mise aux normes des installations d'assainissement non collectif	A
Accompagner les pratiques durables et favorables à la restauration de la qualité des eaux en milieu agricole	B2-3	Limiter l'impact des pratiques agricoles sur la qualité des eaux de surface et souterraines	OG A
	B2-4	Optimiser le traitement des effluents des caves vinicoles et des aires de lavage et de remplissage des machines agricoles	A
Maîtriser l'impact des rejets d'origine industrielle sur la qualité des eaux	B2-5	Maîtriser l'impact des rejets d'origine industrielle sur la qualité des eaux	OG

OG B3 : Définir des actions de préservation des ressources, de lutte contre la pollution et de restauration de la qualité des milieux			
Sous objectifs	Dispositions		
Garantir la non-dégradation des eaux et lutter contre les pollutions d'origine urbaine	B3-1	Aménager durablement le territoire en intégrant les objectifs de non dégradation et de restauration de la qualité des milieux aquatiques	MC
	B3-2	Maîtriser l'impact du ruissellement sur la qualité des eaux et le risque inondation	OG A
	B3-3	Maintenir ou tendre vers une haute qualité des systèmes d'assainissement collectif	OG A
	B3-10	Préserver la nappe des alluvions du Rhône en plaine d'Argence	OG A
Améliorer la qualité des eaux du Canal du Rhône à Sète	B3-4	Limiter les rejets des navires de plaisance dans les ports et sur le Canal du Rhône à Sète	A
	B3-5	Mettre à jour le plan de prévention des pollutions accidentelles sur le Canal du Rhône à Sète	A
Lutter contre l'eutrophisation des étangs via une réduction des flux entrants et la mise en place d'actions de restauration	B3-6	Actualiser le plan de gestion des étangs Scamandre-Crey-Charnier et relancer sa mise en œuvre	OG A
	B3-7	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions et de gestion sur l'étang du Médard	A OG
	B3-8	Poursuivre et optimiser la mise en œuvre du plan de gestion de l'étang de la Murette	OG A
Limiter l'impact de la démoustication	B3-9	Limiter l'impact de la démoustication sur les milieux aquatiques et contrôler la prolifération des moustiques	OG A

Enjeu C : Gérer le risque sur un territoire inondable en continuité hydraulique avec d'autres territoires			
OG C1 : Pérenniser l'organisation mise en place et poursuivre l'application du principe de non-aggravation du risque			
Sous-objectifs	Dispositions		
Maintenir une gestion efficace du risque inondation	C1-1	Entretien et mettre en œuvre les dispositifs de ressuyage	A
	C1-2	Améliorer la coordination intercommunale dans la mise en œuvre des plans communaux ou intercommunaux de sauvegarde	A
	C1-3	Conforter la solidarité amont-aval	OG
Aménager le territoire en intégrant le risque inondation et en valorisant les fonctionnalités des espaces naturels et agricoles	C1-4	Aménager durablement le territoire en intégrant le risque inondation et en valorisant les fonctionnalités des espaces naturels et agricoles	MC
	C1-5	Gérer le risque inondation de façon intégrée dès la conception et la réalisation des projets et aménagements	OG
	C1-6	Restaurer et entretenir les ripisylves des cours d'eau du territoire du SAGE	A
OG C2 : Améliorer la prévention du risque inondation et construire la résilience du territoire			
Sous objectifs	Dispositions		
Poursuivre la sécurisation des enjeux exposés aux inondations en tenant compte du fonctionnement des milieux	C2-1	Poursuivre les programmes en cours de prévention contre les inondations	OG A
	C2-2	Améliorer davantage l'évacuation des crues à la mer en Petite Camargue	A
	C2-3	Clarifier la gestion et l'entretien des lévadons, remblais et ouvrages hydrauliques hors systèmes d'endiguement	A
Gérer le risque de submersion marine en zone littorale, en intégrant le fonctionnement des milieux naturels et en tenant compte du changement climatique	C2-4	Gérer le littoral de façon durable et équilibrée	A OG
Réduire la vulnérabilité du territoire	C2-5	Réduire la vulnérabilité du territoire aux inondations	A
Poursuivre la sensibilisation de la population	C2-6	Maintenir la culture du risque inondation	A
OG C3 : Poursuivre et valoriser la connaissance du risque inondation			
Sous objectifs	Dispositions		
Améliorer et valoriser la connaissance du risque inondation	C3-1	Connaître et faire connaître les aléas inondation	A OG
Intégrer et mutualiser la connaissance dans une gestion supra-bassin	C3-2	Contribuer à la mise en œuvre de la SLGRI Delta du Rhône	OG

Enjeu D : Assurer une gouvernance locale de l'eau en tenant compte des interactions hydrauliques sur les territoires voisins			
OG D1 : Conforter la gouvernance locale dans le domaine de l'eau			
Sous-objectifs	Dispositions		
Organiser la gestion locale de l'eau	D1-1	Veiller à la mise en œuvre de la GEMAPI sur le territoire dans le respect de la logique de bassin	OG A
Affirmer la CLE comme acteur majeur de la gestion de l'eau, partenaire des autres acteurs du territoire (dont ceux de l'aménagement du territoire)	D1-2	Affirmer le rôle majeur de la CLE et maintenir la dynamique de concertation	OG
	D1-3	Accompagner les acteurs de l'aménagement du territoire dans la mise en œuvre du SAGE notamment pour l'élaboration des documents d'urbanisme	A
	D1-4	Anticiper les effets des changements globaux (dont le changement climatique) et préparer l'adaptation du territoire	A
OG D2 : Rechercher une cohérence supra-bassin aux problématiques de l'eau			
Sous-objectifs	Dispositions		
Articuler les politiques territoriales inter-bassins versants	D2-1	Poursuivre et consolider la coordination inter-SAGE	OG
	D2-2	Favoriser la coordination entre SLGRI et la prise en considération des enjeux de la Camargue gardoise dans chacune des stratégies	OG
	D2-3	Poursuivre et conforter les échanges entre territoires voisins pour garantir la cohérence supra-bassin des enjeux de gestion de l'eau	OG A
Approfondir la connaissance et le suivi de la ressource en eau du Petit Rhône	D2-4	Etude de la ressource en eau du Petit Rhône : bilan des besoins en eau douce et suivi du coin salé	A
OG D3 : Faire vivre et mettre en œuvre le SAGE			
Sous-objectifs	Dispositions		
Animer la CLE et mettre en œuvre le SAGE	D3-1	Pérenniser la structure porteuse du SAGE pour animer la CLE et mettre en œuvre le SAGE	A
Bancariser et centraliser les connaissances territoriales	D3-2	Centraliser la connaissance et bancariser la donnée en vue de sa diffusion	A
Communiquer auprès du grand public sur le SAGE et ses sujets clés	D3-3	Poursuivre les actions de communication et de sensibilisation sur le SAGE et les enjeux de gestion de l'eau	A
Suivre et évaluer les dispositions du SAGE	D3-4	Assurer le suivi et l'évaluation du SAGE	A

2.3.2 Le règlement



Le règlement du SAGE Camargue gardoise se compose de 3 règles (confère tableau ci-dessous), qui sont rattachées aux dispositions du PAGD.

Règles	Enjeux, objectifs généraux concernés	Lien avec les dispositions du PAGD
Règle n°1 : Encadrer tout nouveau rejet direct vers les étangs Camargue gardoise	Enjeu B-Suivre et reconquérir la qualité des eaux et des milieux aquatiques OG B3 - Définir des actions de préservation des ressources, de lutte contre la pollution et de restauration de la qualité des milieux	B3-1 Aménager durablement le territoire en intégrant les objectifs de non-dégradation et de restauration de la qualité des milieux aquatiques
Règle 2 : Limiter l'impact des nouvelles imperméabilisations	Enjeu B-Suivre et reconquérir la qualité des eaux et des milieux aquatiques OG B3 - Définir des actions de préservation des ressources, de lutte contre la pollution et de restauration de la qualité des milieux	B3-2 Maîtriser l'impact du ruissellement
Règle 3 : Préserver les zones humides à caractère naturel, exploitées ou non	Enjeu A : Préserver, restaurer et développer durablement les zones humides du territoire et les activités qui leurs sont liées OG A1 Préserver et restaurer les zones humides	A1-3 Préserver et prendre en considération les zones humides dans la conception et la réalisation des projets et aménagements

Tableau 2 : Les règles du règlement du SAGE associées aux enjeux, objectifs généraux et aux dispositions du PAGD

2.3.1 L'atlas cartographique



Un atlas cartographique accompagne le PAGD et le règlement du SAGE Camargue gardoise permettant de faciliter leur mise en œuvre. Il est actuellement composé de 51 cartes.

2.3.2 Le rapport environnemental



Le SAGE fait l'objet d'une **évaluation environnementale** conduite en application des articles L. 122-4 et suivant ainsi que R. 122-17 et suivant du Code de l'environnement. Ce document a notamment pour objet **d'identifier les principaux enjeux environnementaux et les incidences probables du SAGE** puis de proposer le cas échéant des mesures réductrices ou compensatoires. Cette évaluation doit aussi **justifier la pertinence du choix de la stratégie et la cohérence du SAGE et sa compatibilité avec le SDAGE**. L'évaluation environnementale du SAGE fait l'objet d'un rapport distinct du PAGD et règlement.